

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

**ARRETE**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

Service prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2003/0364  
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 mai 1984 modifié au titre de l'installation classée « EARL AILLET » l'autorisant à exploiter au lieu-dit « La Haute Ville » à PLEBOULLE un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1756 pl. animaux équivalents soit 50 pl. maternité, 138 pl. gestantes verraterie, 624 pl. post sevrage, 1048 pl. engraissement et 20 pl. quarantaine infirmerie) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2003 modifié au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « GAEC DU CHAMP RATEL », l'autorisant à exploiter à MATIGNON au lieu-dit « Le Champ Ratel » un élevage porcin de 2572 places animaux équivalents (soit 200 pl. gestantes verrateie, 1080 pl. post sevrage, 1708 pl. engraissement et 48 pl. quarantaine infirmerie) ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'accusé réception délivré le 19 février 2010 suite à la reprise au titre de l'installation classée « EARL DU CHAMP RATEL » de l'atelier porcin autorisé le 11 décembre 2006 au nom du GAEC DU CHAMP RATEL pour un cheptel de 2572 pl. animaux équivalents ;
- VU l'accusé réception délivré le 9 août 2010 suite à la reprise sous l'appellation « SCEA DU CHAMP RATEL » de l'atelier porcin autorisé le 11 décembre 2006 au nom du GAEC DU CHAMP RATEL pour un cheptel de 2572 pl. animaux équivalents, exploité sur le site du Champ Ratel à MATIGON et de l'atelier porcin autorisé le 10 septembre 2001 au nom de

l'EARL DU CHAMP RATEL pour 1756 pl. animaux équivalents et exploité sur le site de « La Haute-Ville à PLEBOULLE ;

VU la demande présentée le 20 février 2012 par l'installation classée « **S.C.E.A du CHAMP RATEL (JOSSELIN-MANSUY)** », sise « Le Champ Ratel » en MATIGNON, en vue de :

- la restructuration externe d'un élevage porcin autorisé, avec rapatriement de l'élevage porcin autorisé exploité sur le site de la Haute Ville en PLEBOULLE, soit un cheptel de 3571 pl. animaux équivalents ( 3355 pl. engraissement et 1080 pl. post sevrage),
- la mise à jour du plan d'épandage ,
- la construction d'un bâtiment engraissement et rénovation du bâtiment n°2 en 360 pl. engraissement avec la mise en place du système de raclage en V (système trac)avec mise en place d'un contrat de reprise, la construction d'un hangar de stockage de matières solides à MATIGNON au lieu-dit « Le Champ Ratel » (Section ZN N° 76-104-105);
- et la désaffectation du site "La Haute Ville" sur la commune de PLEBOULLE,

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 29 mai 2012 au 28 juin 2012 et le registre d'enquête tenu à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations,

VU la saisine des conseils municipaux de MATIGNON , PLEBOULLE , RUCA, SAINT CAST LE GUILDO et SAINT-POTAN , PLUDUNO et SAINT-LORMEL;

VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 28 février 2012 ,

VU la saisine le 28 février 2012 du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile;

VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 28 février 2012;

VU la saisine de l'avis de l'autorité environnementale le 28 février 2012 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 15 octobre 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 30 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'ensemble du site se situera à plus de 100 m des tiers et à moins de 35 m d'un forage déclaré en 2005 ;

CONSIDERANT que la CDOA structures a émis un avis favorable à la restructuration le 15 septembre 2009 ,

CONSIDERANT que le projet propose une modification de l'élevage qui devient post sevrage engraisseur avec la mise en place d'un raclage en V ;

CONSIDERANT que les parties solides issues du système de raclage seront exportées et que le reste des effluents sera épandu sur les terres en propre,

CONSIDERANT que l'autorité environnementale n'a pas émis d'observation sur le dossier présenté ;

CONSIDERANT l'avis favorable du commissaire enquêteur et les observations contenues dans le registre d'enquête,

CONSIDERANT l'avis favorable de l'inspecteur des installations classées,

CONSIDERANT l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1ER :

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **S.C.E.A du CHAMP RATEL** (JOSELIN-MANSUY) », sise à MATIGNON au lieu-dit « Le Champ Ratel » à exploiter à cette même adresse (section ZN N° 76-104-105), à MATIGNON, à moins de 35 m d'un forage conformément aux plans annexés à la demande :

**=> un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3571 pl. animaux équivalents réparties comme suit :**

Site « Le Champ Ratel »	Animaux-équivalents (PAE)
1080 pl. post-sevrage	soit 216 PAE
3355 pl. engraissement	soit 3355 PAE
Total :4435 animaux	Total : 3571 animaux-équivalents

**=> une unité de traitement des lisiers comprenant :**

- une séparation de phase en tête du lisier par raclage en "V" (système TRAC) des 1800 places engraissement des bâtiments numérotés, n°2 et n°7, selon les plans et mémoires annexés au présent arrêté (produisant deux co-produits ci-après dénommé "résidus organiques" et lisier raclé) ;
- un hangar de stockage du résidu organique produit .

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement par raclage en V) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions définies ci-après.

ARTICLE 2 :- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

2.1 – Effectifs

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 3355 porcs charcutiers de plus de 30 kg dont 1800 porcs élevés sur racleurs (système track)et 1080 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2 - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique...).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas 10 065 animaux dont 5 400 élevés sur racleur et celle de porcelets ne devra pas dépasser 6 772 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser

des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphase :

2.2.1. - L'alimentation biphase sera maintenu en place mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ..... ) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.3. - Sécurité :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS :

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits après raclage ;

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - *Débits et flux de pollution entrant dans le raclage en V –*

Lisier brut	Flux annuel maximal
Volume	2 592 m3
N Global	14 580 kg
P2O5	7 830 kg

### 3.6. - Débits et flux de pollution relatifs au co-produits :

#### 3.6.1. - co-produits à transférer :

résidus organiques	Flux annuel
tonnage	985 t
N Global	8 063 kg
P2O5	7 110 kg

#### 3.6.2. - co-produits à épandre :

lisier raclé (phase liquide)	Flux annuel
Volume	1 607 m3
N Global	6 517 kg
P2O5	720 kg

#### 3.7. – lisier brut à épandre

	Flux annuel
Volume	3 286 m3
N Global	15 304 kg
P2O5	8 457 kg

## ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS.

4.1. - Le lisier brut et le lisier raclé seront stockés dans une fosse et deux pré-fosses d'un volume total de 3651 m3.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 453 m2

4.3. - Tous les ouvrages de stockage devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.4. - Les épandages de co-produits et de lisier seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.5. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire.

Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Conformément aux plans et mémoires du dossier, les co-produits seront utilisés uniquement dans des cantons où la charge en azote d'origine animale est inférieure à 140 kg d'azote par hectare épanable.

4.6. - Le transport des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

#### ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT :

La mise en service du système de traitement par raclage en "V" devra être réalisée dès la mise en service des 1800 places engraissement à créer dans les porcheries n°2 et n°7.

#### ARTICLE 6:

Conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, la porcherie n°6 sera démolie en respect des obligations réglementaires, avant la construction du bâtiment de 1440 places engraissement à créer.

#### ARTICLE 7 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX PUIITS ET FORAGES EXISTANTS :

Le forage existant sur la parcelle ZN 104 doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages et des arrêtés du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement .

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

- la réalisation et l'équipement du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié concernant le tubage, le gravillonnage, la cimentation de l'espace annulaire, la définition de la partie à cimenter, le laitier, l'injection.

- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié concernant les buses et margelles ;

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;

- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) et à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;

- une surface entretenue autour du forage, de l'ordre de 5 m x 5 m est neutralisée de toutes activités ou stockages et exempte de toutes sources de pollution.

- un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

L'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;

- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations

géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS LIEES A L'EPANDAGE SUR CEREALES

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement, soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effectif à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

#### ARTICLE 9- PRESCRIPTIONS SUR LA QUANTITE D'AZOTE TOTALE EPANDUES

La quantité d'azote totale (organique et minérale) épandue sur les terres du plan d'épandage ne devra pas être supérieure à 22 239 unités par an sur les 160,70 hectares.

#### ARTICLE 10: MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD).

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### ARTICLE 11 – RESORPTION.

La résorption mise en place sur l'exploitation est de :

- 5807 UN par alimentation biphase
- 8063UN par transfert.

#### ARTICLE 12 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 8 juillet 2003 modifiée ainsi que celle du 4 mai 1984 modifiée.

#### ARTICLE 13 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

#### ARTICLE 14 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, accompagnée des documents justificatifs.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 15 -

Une copie du présent arrêté sera

- déposée à la mairie de MATIGNON pour y être consultée ,
- affichée à la mairie de MATIGNON pendant une durée minimum d'un mois.
- affichée en permanence de façon visible, par les soins de l'exploitant, sur le site de l'exploitation,
- mise en ligne sur le site de la préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

#### ARTICLE 16 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte – 35044 – RENNES Cédex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les demandeurs et les exploitants ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, ou, le cas échéant, dans le délai de six mois suivant la mise en service effective de l'installation.

#### ARTICLE 17 :

Le secrétaire général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de DINAN, le maire de MATIGNON, le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de PLEBOULLE, RUCA, SAINT CAST, SAINT POTAN, PLUDUNO et SAINT LORMEL.

Fait à SAINT-BRIEUC, le

12 DEC. 2012

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Gérard DEROUIN

